Le pouvoir aux travailleurs

04 Février 2018

N° 240

PRIX : 100 Fr

pouvoirauxtravailleurs@gmx.fr

L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes (Karl Marx)

Pour la construction du parti de la classe ouvrière

Éditorial

LES PAUVRES N'ONT PAS À SE CONTENTER DE MIETTES ! Page 3 - 4

MILTIPACK :

À TROP VOULOIR TIRER SUR LA CORDE… ELLE FINIT PAR CASSER. Page 5

DERRIÈRE LEUR ENVIE DE RÉFORMER LE « FONCIER RURAL »,
IL Y A LES BESOINS DU CAPITALISME Page 9-10

L'INSOLENTE OPULENCE D'UNE MINORITÉ AU MILIEU D'UN OCÉAN DE MISÈRE Page 13

SOMMAIRE	PAGES
EDITORIAL :	
- LES PAUVRES N'ONT PAS À SE CONTENTER DE MIETTES !.....	3 - 4
- MILTIPACK : À TROP VOULOIR TIRER SUR LA CORDE… ELLE FINIT PAR CASSER..	5
- CMC-CI CHANTIER MARCORY : DES AMÉLIORATIONS ARRACHÉES PAR LES TRAVAILLEURS ….....	5 - 6
- CHANTIER STADE OLYMPIQUE : LES TRAVAILLEURS FONT RECULER LA DIRECTION …….	6 - 7
- MIBEM KOUMASSI : UNE PETITE VICTOIRE POUR LES TRAVAILLEURS	7 - 8
- DERRIÈRE LEUR ENVIE DE RÉFORMER LE « FONCIER RURAL » IL Y A LES BESOINS DU CAPITALISME …….....	9 - 10
- ARRÊTEZ VOTRE CINÉMA MESSIEURS LES DÉCIDEURS! ……	10 - 11
- À LA BONNE ÉCOLE !…….....	11
- IDENTIFICATION DES ABONNÉS MOBILES : Y A PROBLÈME !	11 - 12
- RAS-LE-BOL DES RAFLES DANS LES QUARTIERS POPULAIRES ! …...	12
- L'INSOLENTE OPULENCE D'UNE MINORITÉ AU MILIEU D'UN OCÉAN DE MISÈRE ……	13
- MALI : DES FEMMES COURAGEUSES DÉNONCENT L'IMPUNITÉ DES MARIS VIOLENTS ……	14

E d i t o r i a l

LES PAUVRES N'ONT PAS À SE CONTENTER DE MIETTES !

Le gouvernement cède aux entreprises capitalistes, américaines, canadiennes, anglaises, françaises, de nombreux contrats d'exploitation, de gaz, de pétrole, d'or, de diamant, de minerais diverses, comme jamais il ne l'a fait auparavant. Ces contrats leurs sont totalement favorables.

Tout ce qui peut rapporter du profit est bradé aux riches. C'est le cas, par exemple, du terrain où est situé le Bnetd, non loin de l'Hôtel Ivoire. Il vient d'être cédé à Bill Gates et ses partenaires pour y construire un hôtel de grand standing.

Ce n'est un secret pour personne que les capitalistes sont choyés par le pouvoir et cela ne date pas d'aujourd'hui. De nombreux travailleurs connaissent déjà les grosses entreprises existantes qui opèrent dans le négoce ou dans l'agro-business telles que Cargill, Adm, Nestlé, Unilever, Palm-ci, Ivoire-Coton, et consorts. Elles paient des salaires de misère aux travailleurs, comme toutes celles qui opèrent dans le bâtiment, dans les zones industrielles de Koumassi, de Vridi et de Yopougon. Elles renvoient régulièrement les travailleurs qui ont des contrats d'embauches sous prétexte qu'ils sont malades ou non productifs, quand bien même ils font des milliards de bénéfices, pour les remplacer par des travailleurs encore plus corvéables et dans des conditions encore plus précaires.

C'est pour défendre les intérêts capitalistes que les pouvoirs qui se succèdent dans ce pays répriment la moindre grève des travailleurs

alors que ceux-ci ne font que défendre leurs droits les plus élémentaires. Ceux qui sont à la tête des grèves finissent parfois à la Maca. Par contre, on ne verra pas un grand patron être emprisonné, même quand il vole les travailleurs. Pas plus tard que la semaine dernière, un chauffeur de camion-citerne et son apprenti ont été condamnés carrément à un an de prison ferme pour avoir été accusés du vol de 26 litres d'huile de palme. Il n'y a pas de quoi faire fortune ! Le juge n'a même pas pris la peine de demander si ces deux travailleurs étaient normalement payés et déclarés afin de vérifier qui doit à qui dans cette affaire. Mais ce serait évidemment trop demander à cette justice de classe ! D'ailleurs, ce juge, ou sa famille proche, emploie probablement des domestiques non déclarés. Alors, oui, la justice est du côté des riches tout comme l'Etat dans son ensemble.

Les hommes du pouvoir sont, pour beaucoup d'entre eux, des capitalistes eux-mêmes, quand ils ne participent pas directement à quelques conseils d'administration de grosses entreprises. Alors, les travailleurs ne peuvent aucunement compter sur ces gens-là.

Dans cette société capitaliste où seuls les intérêts des riches comptent, où les travailleurs pris individuellement ne sont rien, la seule réponse qui vaille c'est l'union et la solidarité sans faille dans la lutte collective qui les opposent au monde des exploiteurs. Les travailleurs n'ont pas d'autre choix s'ils ne veulent pas voir leur situation continuer à se dégrader au fil des ans.

LE QUOTIDIEN DES TRAVAILLEURS

MILTIPACK :
À TROP VOULOIR TIRER SUR LA CORDE… ELLE FINIT PAR CASSER.

Les travailleurs de Multipack, une entreprise située à la zone industrielle de Yopougon sont entrés en grève le 23 janvier dernier, pour réclamer l'embauche des journaliers, la déclaration à la Cnps, des bulletins de salaire et de meilleures conditions de travail.

Cette entreprise exerçant dans le domaine du plastique, fabrique des sachets biodégradables, des emballages industriels, des boites alimentaires, etc. Elle emploie des travailleurs qu'elle maintient dans un statut de journalier depuis plusieurs années. Certains ont plus de 10 ans d'ancienneté sans être embauchés. Le patron ne se donne même pas la peine de fournir un bulletin de salaire, de sorte que les travailleurs ne savent pas sur quelle base ils sont payés, sans compter les conditions de travail qui sont très mauvaises.

Depuis plusieurs mois, les travailleurs ont engagé plusieurs démarches auprès du patron. Mais elles sont restées sans suite. Excédés par cette attitude du patron qui les narguait, ils ont répondu par la grève et ont bruyamment manifesté devant l'entreprise en bloquant l'entrée. Un sit-in a été organisé pour marquer leur ras-le-bol.

Plutôt que de régler le problème, le patron a fait venir les forces de l'ordre qui ne se sont pas faits prier pour charger les grévistes. Des matraques et gaz lacrymogènes ont été utilisés pour disperser des travailleurs qui ne faisaient que revendiquer leurs droits. 15 d'entre eux ont été arrêtés et enfermés à la préfecture de police avant d'être relâchés tard dans la nuit.

Cette grève n'est qu'un début. Comme les problèmes légitimes posés par les travailleurs n'ont pas trouvé de réponse, ils sont prêts à reprendre la lutte. L'idée de faire la tournée des entreprises environnantes, pour se concerter, pour préparer une action collective, fait son chemin. Cela ne peut que renforcer le camp des travailleurs.

CMC-CI CHANTIER MARCORY :
DES AMÉLIORATIONS ARRACHÉES PAR LES TRAVAILLEURS

CMC-CI est une entreprise chinoise dans le domaine de la construction de bâtiment. Elle existe depuis plusieurs années mais change souvent de dénomination pour brouiller les pistes.

LE QUOTIDIEN DES TRAVAILLEURS

Voici le récit d'un travailleur de cette entreprise:

« Nous travaillons avec cette entreprise il y a plusieurs années. Auparavant, elle s'appelait CGC. Face aux conditions difficiles et surtout aux brimades des petits chefs chinois, nous avons, il y a deux ans de cela, marqué un arrêt de travail. Suite à cette grève, la direction de CGC nous a versé des sommes dérisoires comme droits de fin contrat. Ensuite elle nous a rappelés pour d'autres travaux et c'est dans les coulisses que nous avons appris que la société avait changé de nom. Nous avons continué à subir les mêmes exploitations et brimades. Par exemple, des petits chefs chinois qui, de l'étage supérieur, crachent sur les travailleurs. Certains d'entre eux portent la main sur nous. C'est, mécontents de tous cela que nous avons adressé une liste de revendications à la direction.

Au cours de la négociation, le patron a accepté tous les points sauf le rappel des salaires. Mais nous avons maintenu notre position en lui rappelant que s'il reconnaît avoir sous-payé les travailleurs, il doit faire le rappel, dans le cas contraire, nous allons rentrer en grève. Sous pression, il a accepté. Aujourd'hui, les manœuvres qui touchaient 3000 et 3500F sont passés à 4200 F et les ouvriers ont eu 500 F de plus sur leurs salaires.

Nous sommes contents mais nous restons vigilants et mobilisés jusqu'à l'application complète de tous les points. C'est seulement après cela que nous lèverons notre mot d'ordre de grève. C'est ce que nous avons fait comprendre au patron ».

CHANTIER STADE OLYMPIQUE : LES TRAVAILLEURS FONT RECULER LA DIRECTION

Sur ce chantier de construction d'un complexe sportif pour la Coupe d'Afrique des nations édition 2021, il y a eu déjà plusieurs mouvements de grève. Les conditions de travail sont difficiles, avec des salaires de misère. A cela s'ajoutent les brimades et les mauvais comportements des petits chefs chinois.

Face à tous ces faits et agissements, les travailleurs se sont organisés et se sont syndiqués. À l'annonce du syndicat, la direction de l'entreprise a commencé à licencier les travailleurs syndiqués. En réponse, les travailleurs ont déposé un préavis de grève avec un délai de 6 jours ouvrables.

LE QUOTIDIEN DES TRAVAILLEURS

L'Inspection de travail informé a accouru au secours des patrons en organisant une rencontre de conciliation entre les deux parties. Sur les différents points de revendications des travailleurs, comme par exemple, la déclaration à la CNPS, le manque de toilette et de vestiaires, les heures supplémentaires non payées, la construction d'un espace pour cantine, etc., la direction a promis de remédier à tous ces problèmes d'ici deux mois. Quant au point concernant l'application du barème du BTP, c'est plutôt l'inspecteur qui a fait blocage en demandant un temps pour qu'il se renseigne. Les représentants des travailleurs, mécontents de la réaction de l'inspecteur qui a plutôt joué le rôle de directeur de l'entreprise que de médiateur, lui ont accordé une semaine de sursis. Les travailleurs trouvent que les salaires ne sont pas à la hauteur du travail qu'ils sont en train de réaliser. Ils promettent, une fois l'application des premiers points terminée, revenir à la charge pour réclamer une réelle augmentation de salaire.

Avec la tension et la mobilisation sur le terrain, on peut s'attendre à des lendemains bouillonnants sur ce chantier. En attendant, l'organisation et la mobilisation se renforcent en vue de la deuxième mi-temps.

MIBEM KOUMASSI : UNE PETITE VICTOIRE POUR LES TRAVAILLEURS

La direction de Mibem, une usine de vin en carton et de mise en sachet des liqueurs, située à la zone industrielle de Koumassi, a été contrainte de régulariser la situation d'une partie des effectifs de l''usine.

En effet, cette entreprise existe depuis une vingtaine d'années. Les travailleurs racontent qu'au tout début, ils travaillaient dans des conditions encore plus dégradées dans la chaleur et dans la boue à l'intérieur d'un entrepôt qu'ils appelaient « pays bas ».

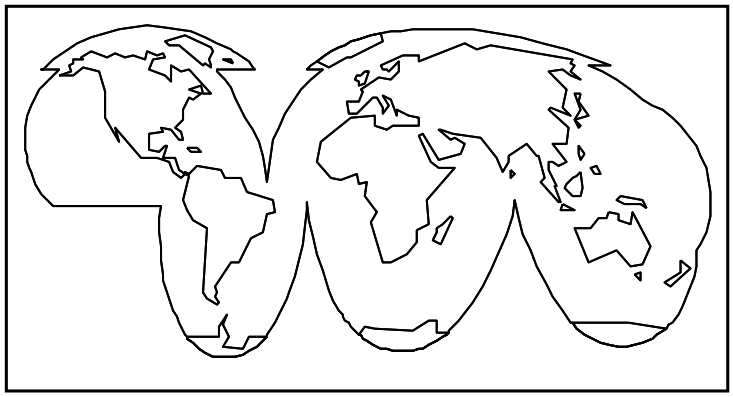
Les travailleurs se sont organisés et ont envoyé une requête auprès de la direction. C'est au vu de cette liste de revendications que le directeur a organisé une rencontre avec les représentants des travailleurs. Lui qui menaçait les travailleurs auparavant, il s'est fait cette fois-ci très paternaliste, répétant qu'ils formaient une même famille. Ainsi, le vendredi 02 février, après 6, 10, voire 14 ans pour les plus anciens, la direction vient d'embaucher 92 de ces travailleurs. De fait, ils étaient déjà théoriquement embauchés en CDI car un travailleur journalier, une fois passé plus de deux ans dans une entreprise, doit être automatiquement embauché en CDI. Ce qui veut dire que durant toutes ces années, le patron a volé, entre autres, les droits aux congés payés de ces travailleurs.

LE QUOTIDIEN DES TRAVAILLEURS

Le patron a également fait d'autres promesses. Mais les travailleurs sont bien placés pour savoir que les promesses d'un patron c'est du vent, tant qu'il n'y a pas le feu derrière lui. Il leur faudra donc que les travailleurs renforcent leur organisation. Cela leur est d'autant plus nécessaire que la direction, dans ces calculs, espère avoir semé la division au sein des salariés, du fait qu'une partie seulement a été embauchée sur un effectif de 250.

C'est la solidarité de tous qui a permis ces premières embauches. Cette solidarité doit donc rester sans faille. Sans cela, le patron récupèrera d'une main ce qu'il a été obligé de céder de l'autre. De plus, les revendications ne manquent pas, tellement les injustices sont nombreuses et les conditions de travail déplorables.

TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS



UNISSONS-NOUS !

L E U R S O C I E T E

DERRIÈRE LEUR ENVIE DE RÉFORMER LE « FONCIER RURAL » IL Y A LES BESOINS DU CAPITALISME

Le fait que les gros capitalistes de l'agro-industrie et du négoce ne peuvent pas accéder à la propriété des terres agricoles là où ils veulent, cela leur pose des problèmes. Ils voudraient bien pouvoir tirer meilleure partie des cultures de rente, telle que le cacao, le café, l'hévéa, le palmier, le coton, le cajou, en y injectant par exemple des investissements supplémentaires, mais pour cela, il leur faut quelques garanties. Ce que ne peuvent pas leur donner la très grande majorité des propriétaires terriens, du fait qu'ils ne peuvent pas justifier de la possession de leurs terres par un titre de propriété officiellement établi. Ces terres ne peuvent donc pas être hypothéquées, achetées ou vendues.

En 1997, les gouvernants et les députés ont pondu en vain des lois et des décrets concernant la gestion du « foncier rural ». Leur objectif était d'attribuer à chaque domaine rural un titre de propriété, un document le justifiant, comme dans tout pays capitaliste digne de ce nom. Les députés avaient même reçu un financement pour effectuer des tournées dans les villages afin d'expliquer cela aux paysans.

Comme les résultats se faisaient attendre, des villages ont même été menacés d'expropriation par l'Etat qui deviendrait à terme propriétaire de tous les domaines n'ayant pas de propriétaires possédant un titre foncier. Mais rien n'y a fait. Le gouvernement a même allégé les démarches administratives afin de faciliter et d'amoindrir le coût du bornage et de l'enregistrement. Mais l'affaire n'évolue pas pour autant ; cela fait 20 ans que ça dure.

La Banque Mondiale a décaissé plusieurs dizaines de milliards de francs pour mettre en place des structures ou pour appuyer celles déjà existantes afin d'accélérer les procédures d'appropriation officielle des terres. C'est ainsi, par exemple, que des organisations dans la filière cotonnière ont reçu une formation, des moyens conséquents en véhicules 4x4, en dotation de carburant, en ordinateurs, etc. Leur rôle est d'être des facilitateurs auprès des paysans, dans leurs démarches administratives. Cela a commencé il y a près de deux ans mais ils n'ont pas eu plus de résultats !

Les raisons en sont que, d'une part les petits paysans et les villageois ne perçoivent pas le problème comme les autorités et les capitalistes tapis derrière eux. Pourquoi doivent-ils donc justifier la possession de leur terre que tout le monde sait être leur propriété ? En plus des moyens financiers que cela leur demanderaient, ils sentent un coup tordu venant des riches, à force d'être toujours piétinés, spoliés de leurs productions.

L E U R S O C I E T E

D'autre part, pour les agriculteurs baoulé, burkinabé, dioulas ou maliens par exemple, qui exploitent des terres dans des régions dont ils ne sont généralement pas originaires, justifier la propriété des terres qu'ils exploitent est un gros problème quand bien même ils les occuperaient depuis plusieurs générations. Ils savent que c'est source potentielle de conflit grave, d'autant plus que les terres agricoles deviennent de plus en plus rares. L'obstacle n'est donc pas seulement administratif.

A l'Ouest, la question est encore plus compliquée. La guerre, le sang, les expropriations, les haines, sont le vécu des populations depuis une vingtaine d'années. La question de la terre est centrale dans ces conflits.

Les autorités ont beau tourner le problème dans tous les sens depuis 20 ans, elles n'y arrivent pas, au grand dam des capitalistes qui voudraient pouvoir sécuriser et garantir un peu plus leurs bonnes affaires.

Dans le cadre du système capitaliste, tout règlement du foncier rural ne se fera qu'au détriment des populations pauvres et dans la douleur. La question foncière ne trouvera une solution satisfaisante pour les populations pauvres que dans la société socialiste, par la mise en valeur collective des terres et par l'utilisation des moyens modernes de production. Une telle politique se fera avec l'assentiment des petits paysans car ils y trouveront des avantages. Elle ne se réalisera que contre les gouvernements et contre les capitalistes.

ARRÊTEZ VOTRE CINÉMA MESSIEURS LES DÉCIDEURS!

Des corps habillés ont été envoyés par les autorités dans les établissements scolaires, comme récemment à Yamoussoukro, pour « *apprendre* » aux élèves à « *respecter* » et à « *saluer le drapeau* ».

La grande majorité des élèves dans les établissements publics sont issus de familles de travailleurs. Or, ce sont ces mêmes corps habillés qui sont envoyés, au nom de ce même drapeau, pour matraquer et asperger de gaz lacrymogène leurs parents quand ils sont en grève pour revendiquer un petit mieux-être. Quelques fois, ce sont leurs mamans qui se font matraquer et gazer par ces corps habillés, comme cela était le cas à Yopougon lorsqu'elles manifestaient contre le manque d'eau dans leur quartier.

L E U R S O C I E T E

Alors, qu'ils arrêtent leur cinéma autour du drapeau national. Ce qu'il faut aux élèves ce ne sont pas des corps habillés pour leur faire de la morale mais des enseignants motivés, travaillant dans de bonnes conditions, du matériel scolaire et des salles de classes dignes de ce nom !

.

À LA BONNE ÉCOLE !

Un affrontement armé entre agents de douane et policiers « anti-racket » a eu lieu il y a quelques jours à Yamoussoukro. Des douaniers auraient été pris en « flagrant délit » de racket sur l'axe Sinfra-Yamoussoukro. A l'arrivé de la police, ils auraient pris la fuite en abandonnant leur voiture.

Le lendemain, ils sont revenus en force, aidés de leurs collègues de Bouaké, pour attaquer le commissariat de Yamoussoukro où avait été retenu leur véhicule.

On se croirait dans un film de gangsters… dans un pays de gangsters ! Dans les films Western, quand ils ne se tuent pas entre eux pour décider qui ramassera le butin, c'est le chef qui décide généralement de la distribution, en prenant le soin de garder pour lui le gros du magot ! Reste à savoir qui est le chef des gangsters ?

IDENTIFICATION DES ABONNÉS MOBILES : Y A PROBLÈME !

Depuis le 12 septembre 2017, une opération d'identification des abonnés de la téléphonie mobile est en cour en Côte d'Ivoire. Tout détenteur d'un numéro de téléphone est sommé de se faire enrôler avant le 31 mars auprès de sa compagnie de téléphone mobile, munie d'une pièce biométrique (CNI, passeport, permis de conduire). Faute de quoi son numéro lui sera retiré.

Le nombre d'abonnés dans le pays était de 32 millions au début du dernier trimestre de l'année 2017 pour 24 millions d'habitants. Le taux d'enrôlement selon les compagnies est entre 7 et 40 % alors qu'il ne reste que deux mois.

Le problème c'est que peu de personnes possèdent des pièces biométriques. Les frais pour obtenir une carte nationale d'identité n'est pas à la portée de tous : un timbre de 5.000 Francs, un certificat de nationalité et un extrait de naissance. De plus, sa délivrance prend du temps. Quant au passeport, aucun citoyen ordinaire ne penserait à se le procurer sans avoir une contrainte de voyage. Aussi, les abonnés qui se présentent avec des attestations d'identité ou des extraits de naissance sont refoulés.

L E U R S O C I E T E

En juin 2017 l'ONI (l'office national de l'Identification) avait tenu une conférence sur l'état civil en Côte d'Ivoire. Il en ressortait que 4 millions de personnes sur les 24 millions que compte le pays, soit un sixième de la population, n'ont aucun papier.

Avec de telles données, l'Etat sait pertinemment qu'il n'est pas possible d'identifier selon les critères actuels tous les abonnés de la téléphonie mobile. Aussi sa décision de vouloir supprimer les numéros non identifiés à la fin du mois de mars reste comme une menace. D'ailleurs, Orange, le plus gros des opérateurs mobiles, ne se donne pas assez de moyens pour enrôler ses abonnés.

RAS-LE-BOL DES RAFLES DANS LES QUARTIERS POPULAIRES !

Pendant la période des fêtes de fin d'année, des corps habillés avaient été déployés dans tout Abidjan. Si dans certains quartiers, ils étaient censés assurer la sécurité, dans les quartiers populaires d'Abobo et de Yopougon ils se sont plutôt abonnés aux rafles et aux rackets sur les populations. Ils semblent avoir repris goût à cette pratique.

En plus des véhicules de transports habituels (woro-woro et autres gbaka), ils ont rallongé leurs listes avec les motos et les passants. Très tôt le matin, ils jouent les coupeurs de route sur les voies empruntées par les travailleurs. Ces jours-ci, il n'est pas rare de voir des personnes entassées torses nues dans des cargos. Elles sont raflées sous différents prétextes fallacieux dans le but de leur soutirer de l'argent ou à leur parents en échange de leur libération.

Aux alentours des commissariats, c'est souvent des courses poursuites entre policiers et motocyclistes. De temps en temps et au fil de l'actualité, le Plateau est déclaré officieusement zone sans moto, mais les motards ne l'apprennent que par la bouche des policiers au moment où ces derniers saisissent leur engin. Ils doivent s'acquitter de 25.000 à 70.000 Francs pour récupérer leur moto.

Pour le moment, les habitants des quartiers populaires murmurent de loin leur mécontentement, mais parfois ils expriment ouvertement leur désaccord comme ce fut le cas à Abobo Samaké. Un jeune motard, qui a réussi à se faufiler entre quatre policiers qui tentaient de lui barrer le chemin, s'est fait acclamer par la foule.

L'INSOLENTE OPULENCE D'UNE MINORITÉ AU MILIEU D'UN OCÉAN DE MISÈRE

Selon un rapport publié par Oxfam, un organisme d'études économiques, sur les inégalités sociales dans le monde pour l'année 2017, les mille personnes les plus riches du monde possèdent autant que 3,5 milliards de personnes les plus pauvres de la planète ; cela représente la moitié de la population mondiale. La plupart de ces multimilliardaires sont des capitalistes comme Jeff Bezos d'Amazon, Bill Gates de Microsoft ou Warren Buffet. Ces gens-là amassent en une minute plus que ce que pourrait gagner durant toute une vie de labeur des milliards de pauvres dont le revenu dépasse à peine un dollar par jour.

En Afrique aussi il y a des riches qui brassent des fortunes. Ils sont certes un peu moins nombreux que dans les pays riches d'occident mais leur nombre augmente d'année en année malgré, ou grâce à la crise économique. En 2017, 25 Africains disposent d'une fortune de plus d'un milliard de dollars. Par exemple, le Nigérian Aliko Dangote possède plus de 12 milliards, Nicky Oppenheimer d'Afrique du Sud, 7 milliards. La plupart d'entre eux prospèrent dans le commerce, le pétrole ou l'extraction de divers minéraux.

En Afrique de l'Ouest, les plus riches ne sont pas encore des milliardaires en dollars mais en monnaies locales, CFA ou autre. Là aussi, leur fortune connaît une croissance. Ils sont pour la plupart des hommes d'affaires bien protégés par les tenants du pouvoir. Au Sénégal les plus connus sont des hommes comme Abdoulaye Diaw, Yérim Sow et autres. En Côte d'Ivoire, ce sont les Jean-Louis Billon, Jean Kacou Diagou et quelques autres. Au Mali, ce sont les. Cheickna Kagnassy, Alou Badara Coulibaly et consorts.

Si les dirigeants politiques actuellement au pouvoir en Afrique ne sont pas énumérés dans ce rapport, ce n'est pas parce qu'ils sont moins riches que les autres mais tout simplement parce que l'opacité qui règne autour de l'argent qu'ils détournent des caisses de l'État ou de la corruption, permet difficilement de chiffrer leur fortune.

Quelle que soit l'origine de la richesse des uns et des autres, elle provient d'une manière ou d'une autre du sang et de la sueur de millions de travailleurs, des petits paysans qui, de par le monde, triment comme des esclaves pour des revenus de misère. C'est révoltant et cela montre à quel point le capitalisme est un système barbare qu'il faut détruire afin de mettre toutes les richesses et les moyens de production au service de la majorité.

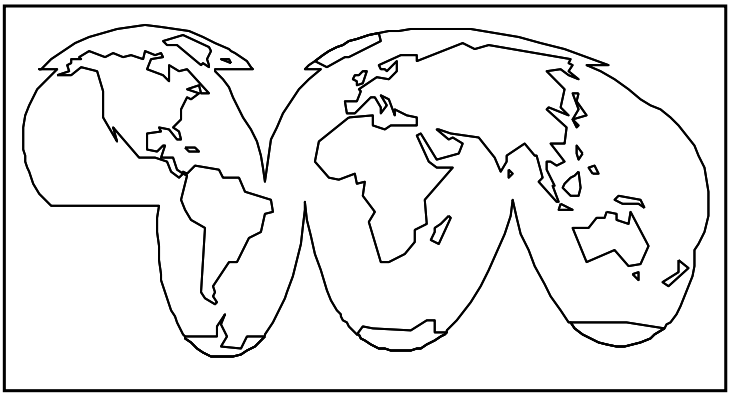
MALI : DES FEMMES COURAGEUSES DÉNONCENT L'IMPUNITÉ DES MARIS VIOLENTS

Récemment, à Bamako, une femme a été battue à mort par son mari. Grâce au bouche à oreille la nouvelle s'est répandue dans les quartiers et cela a choqué à juste raison de nombreuses femmes. Elles ont tenu à le faire savoir bruyamment. C'est ainsi que le 12 janvier, une centaine d'entre elles, soutenues par quelques hommes, ont manifesté devant le parlement à Bamako pour demander aux députés de voter une loi plus sévère contre les violences conjugales.

Au lieu de soutenir ces femmes courageuses, le gouvernement malien a envoyé la police pour les disperser à coups de matraques et de grenades lacrymogènes. Il y a eu des blessées (dont une femme enceinte) et de nombreux portables arrachés des mains.

Le gouvernement et la majorité des députés (y compris parmi ceux qui se disent d'opposition) n'aiment pas les femmes qui se battent pour leur dignité. Ils ont le soutien des dignitaires religieux qui veulent que les femmes restent éternellement sous la domination des hommes.

TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS



UNISSONS-NOUS !

CE QUE NOUS VOULONS

Considérant

- que l'économie et la société sont basées sur l'opposition fondamentale d'intérêts entre, d'un côté, une minorité de bourgeois qui possèdent l'essentiel des richesses de ce pays et qui contrôlent les moyens de les produire et, de l'autre côté, une majorité de prolétaires qui ne peuvent vivre que de leur travail et de rien d'autre
- que le sort réservé aux prolétaires, c'est-à-dire aux ouvriers des villes et des campagnes, aux employés, à ceux qui, faute de travail régulier, vivent de petits métiers, à ceux qui font marcher la production et les transports, est intolérable du fait des salaires trop bas et du chômage
- que la majorité pauvre de la paysannerie est également condamnée à la misère par les sociétés capitalistes qui rachètent à vil prix leur production
- que les travailleurs ne peuvent pas compter sur la bourgeoisie pour améliorer leur sort car la richesse de la poignée de riches parasites bourgeois, ivoiriens ou étrangers, vient précisément de l'exploitation des travailleurs
- que l'Etat lui-même, c'est-à-dire la direction de l'administration, la hiérarchie de l'armée et de la police, est entièrement au service des riches
- que tous les grands partis, y compris ceux qui sont dans l'opposition au gouvernement en place, n'entendent pas toucher à cet état des choses
- que seuls les ouvriers des villes et des campagnes, les chômeurs ont intérêt à une transformation profonde et radicale de la société car l'organisation actuelle de la société ne leur donne rien d'autre que la misère

les rédacteurs de ce journal estiment indispensable la création d'un parti qui représente exclusivement les intérêts politiques de la classe ouvrière et qui se fixera pour tâches :

- de regrouper tous ceux qui, au sein de la classe ouvrière, sont déterminés à agir pour défendre les intérêts quotidiens des travailleurs contre les bourgeois, des pauvres contre les riches et pour préparer la classe ouvrière au grand combat pour libérer la société de l'exploitation - préparer les travailleurs à ce que, au cours de ce combat, ils créent les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans pauvres et à ce qu'ils conservent les armes conquises au cours de la lutte afin d'avoir les moyens de se faire respecter
- donner à la classe ouvrière la conscience de la nécessité de se servir de sa force pour reprendre à la minorité de riches industriels, de marchands et de banquiers, de hauts fonctionnaires et de politiciens corrompus toutes les richesses acquises par l'exploitation des travailleurs, afin que les ouvriers et les paysans puissent en disposer collectivement et qu'ils puissent s'en servir dans l'intérêt de tous, dans l'égalité et la fraternité, pour que chacun puisse manger à sa faim, se loger, se vêtir, se soigner correctement, et que les enfants de tous aient droit à l'éducation, à la culture, à la dignité et au respect des autres.
-favoriser l'extension de la révolution ouvrière à l'échelle internationale

La présente revue entend dans cette perspective :
- défendre et transmettre la tradition révolutionnaire de la classe ouvrière, telle qu'elle a été incarnée dans le passé par Marx, Lénine et Trotsky
- combattre l'ethnisme et le nationalisme qui divisent les travailleurs, au nom de l'internationalisme qui les unit
- contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs à toutes les formes d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions qui prêchent toutes la patience et l'accommodement avec l'ordre établi
- oeuvrer pour développer parmi les travailleurs la conscience de constituer une classe capable de libérer la société de l'exploitation.